

Bruxelles – 7 avril 2016

Sécurité énergétique et interdépendances

Problématique et questions

Le gaz représente 25% de la consommation totale d'énergie de l'UE, soit environ 400 milliards de mètres cubes, une consommation que l'UE cherche à réduire grâce à de nouvelles politiques d'efficacité (mais qui pourrait augmenter dans le cadre d'une réduction du charbon). Quels que soient les scénarios, les importations gazières représenteront 65% de la consommation des Etats membres en 2030 contre 50% en 2007, rendant l'Europe plus vulnérable aux risques d'approvisionnement.

Or la croissance des échanges gaziers entre l'UE et les pays producteurs révèle, plus que des situations de dépendance d'un partenaire vis-à-vis d'un autre, de véritables relations d'interdépendance. Comment l'Union européenne et ses Etats membres vont-ils assurer leur sécurité énergétique et celle des pays producteurs et de transit ?

Les changements économiques et institutionnels de l'UE dans un contexte géopolitique complexe ont conduit à des réorganisations en profondeur du secteur du gaz : la libéralisation des industries gazières de l'UE¹ et la volonté de créer un marché unique du gaz l'ont amenée à redéfinir ses relations contractuelles avec ses principaux fournisseurs –et en particulier la Russie²– et construire une stratégie de diversification des importations gazières.

Avec les crises russo-ukrainiennes de 2006 et 2009, l'UE a commencé à diversifier ses routes, ses sources, et ses moyens (pipelines ou LNG) d'approvisionnement : pour mieux contourner l'Ukraine, par le Nord avec le Nord Stream 1, et par le Sud, avec le Corridor Sud et la volonté de construire des hubs en Méditerranée.

Aujourd'hui, avec l'arrivée du GNL américain, la stratégie du tout EnR, la baisse de la demande dans une Europe en surcapacités de réception, cette stratégie de diversification se heurte à des contradictions que nous souhaitons clarifier.

En effet, la concurrence est exacerbée sur le marché européen gazier et les prix bas du gaz –indexés sur les prix du pétrole– favorisent les acteurs existants, dissuadant de nouveaux investissements. Ainsi, les principaux fournisseurs de l'UE - Russie, Algérie, Norvège, Qatar - ont des avantages comparatifs pour modifier leurs contrats ou en nouer de nouveaux sur le marché libéralisé (infrastructures amorties, surcapacités de livraison, proximité, sans parler des coûts de production). Parmi eux la Russie est l'acteur dominant qui a pu réaligner ses prix sur ceux du marché spot : en 2015, le prix du gaz était à 6 dollars/MBtu en moyenne, et le 17 février 2016, il est descendu à 4,7 dollars à la frontière allemande³.

¹ Organisé par les directives de 1998 et les « paquets énergie » de 2003 et 2009

² La relation contractuelle UE/Russie existe depuis 40 ans, sur la base de contrats long terme de type TOP (Take or Pay). La Russie exporte 186 milliards de mètres cubes de gaz naturel vers l'UE, soit 30% de ses importations en gaz, ce qui représente 70% des exportations russes de gaz.

C'est dans ce contexte qu'un nouveau projet de Nord Stream 2 –doublant les capacités du Nord Stream pour 2019⁴- a été lancé en juillet 2015 et fait l'objet d'un consortium avec 6 grands groupes dont Gazprom, E.ON et Wintershall, Engie, OMV et Shell, ... De nombreuses voix s'élèvent en Europe qui dénoncent la remise en cause du principe de solidarité et l'incohérence du projet renforçant « la dépendance » de l'UE au gaz russe. Les Etats membres sont divisés, tiraillés par des intérêts nationaux contradictoires, entre une Allemagne qui assure sa sécurité énergétique, et une Pologne qui accuse l'Allemagne de lui faire perdre ses droits de transport avec ce nouveau projet.

Le Corridor Sud Européen (gazoduc reliant l'Azerbaïdjan à l'Europe, via la Turquie et l'Europe du Sud-Est) est un projet phare soutenu par la Commission européenne et les Etats-Unis. Or la guerre en Syrie et en Irak engendre une escalade des tensions avec une recomposition des alliances entre la Russie, la Turquie, l'Iran et l'Arabie Saoudite qui se présentent toutes en grandes puissances régionales. Quelle est la stratégie de l'Europe ? Comment travaille-t-elle avec la Turquie, au cœur de la zone et frontalière de 70% des ressources mondiales d'hydrocarbures ?

Par ailleurs, la levée de l'embargo sur l'Iran, les ressources non-exploitées au Kurdistan irakien, les découvertes gazières en Méditerranée Orientale pourraient constituer à moyen terme des sources pour alimenter le Corridor Sud Européen. Qui va financer les investissements colossaux nécessaires ? L'UE a ciblé quelques projets d'intérêts communs (TANAP, TAP, Interconnector Greece-Bulgaria, infrastructures de stockage, interconnexions, terminaux...) : à combien s'élèvent le coût de ces projets ? Dans le contexte de baisse des prix actuels du gaz et de sur-approvisionnement du marché gazier européen (et du projet de Nord Stream 2), ces nouveaux investissements se justifient-ils ? Et qui prendra le risque de les financer ?

Au regard de l'ensemble de ces questions qui seront abordées dans deux tables rondes, on interrogera la Commission européenne sur sa stratégie : comment bâtir de nouvelles relations dans l'intérêt général et pour la sécurité énergétique de tous ? Le gaz peut-il devenir un outil de consolidation des échanges et constituer un vecteur de pacification des conflits ?

Audition

Questions pour Francis PERRIN

Mise en perspective dans le contexte géopolitique et économique avec la chute des prix du pétrole

Approche géopolitique : Quel impact l'intensification des tensions au niveau international, la recomposition des alliances entre les puissances régionales (Etats-Unis, Russie, Iran, Turquie, Arabie Saoudite...) qui s'affrontent de façon interposée sur des territoires en guerre (Syrie, Irak, Yémen) ont-elles sur la politique extérieure et la stratégie énergétique de l'UE ?

Approche économique : Le marché du pétrole et du gaz connaît des bouleversements profonds, notamment avec la chute des cours du brut. Comment les prix du gaz s'indexent-ils sur les prix du pétrole ? Et que représentent l'arrivée des pétroles et gaz non-conventionnels et du GNL pour les pays producteurs ? Et pour les entreprises privées ?

Avec la chute des prix du pétrole, les Etats producteurs comme l'Azerbaïdjan, la Russie, ou l'Iran et les grandes entreprises énergétiques connaissent actuellement d'importantes difficultés financières, qui se traduisent entre autre par la chute des cours des monnaies pour les Etats et par des

⁴ Entré en fonction en 2011, le Nord Stream a une capacité de 55 milliards de mètres cubes, et en achemine 27 vers l'Allemagne. Le Nord Stream 2 permettrait à l'Allemagne de doubler ses importations à partir de 2019, date de la fin du contrat de la Russie avec l'Ukraine.

restructurations pour les entreprises. Quel impact ces changements ont-ils sur la sécurité énergétique des Etats consommateurs et producteurs ?

Table ronde 1

Les relations énergétiques entre l'UE et la Russie.

Comment bâtir de nouvelles coopérations pour assurer la sécurité énergétique de chacun ?

Animée par **Claude FISCHER**

Catherine LOCATELLI est excusée - Il n'est pas question de la remplacer ici mais de poser quelques questions à nos invités de la table ronde, et en particulier sur la stratégie des grands fournisseurs de l'UE face au surplus gazier actuel. Cf. son article : « *Au-delà d'une guerre des prix sur le marché européen du gaz : que peuvent faire les fournisseurs traditionnels ?* ».

Avant d'entendre le représentant de la Mission Permanente de la Fédération de Russie auprès de l'Union Européenne, grand fournisseur s'il en est, on interrogera **Andras ROZMER**, de la diplomatie énergétique au Service Européen pour l'Action Extérieure.

-D'une manière générale, quelle place tient la diplomatie énergétique dans l'action extérieure du EEAS ? Et dans la résolution de la crise russo-ukrainienne ? Quels sont les moyens mis en œuvre et les solutions proposées ?

-Comment la Communauté de l'énergie s'inscrit-elle dans les objectifs de l'Union de l'énergie ?

-L'UE met l'accent sur le risque russe et la volonté de diversification : or, Gazprom reste un acteur avec des atouts importants et s'inscrit dans le jeu du marché. L'UE peut-elle l'en empêcher ? Comment dépasser les contradictions entre une stratégie énergétique visant à « réduire la dépendance russe » et une stratégie de concurrence sur le marché unique ?

-Le projet Nord Stream 2, et plus récemment la signature d'un protocole d'accord entre Gazprom, Depa (Grèce) et Edison (Italie), cristallisent les tensions politiques entre les Etats membres de l'UE. Dix pays membres (Pologne, Hongrie, République Tchèque, Slovaquie, Estonie, Lettonie, Lituanie, Roumanie et Croatie) ont co-signé une lettre à Jean Claude Juncker pour demander le retrait du projet : celui-ci s'oppose-t-il aux positions de la Commission qui souhaite poursuivre, voire renforcer les sanctions vis-à-vis de la Russie ? Ne pensez-vous pas que les accords commerciaux en coopération sont des atouts pour construire un espace de paix ?

Questions pour **Dmitry SEMENOV**,

premier secrétaire, Mission permanente de la Fédération de Russie auprès de l'UE

-La Russie est un partenaire énergétique historique et géographiquement proche de l'UE, mais parallèlement aux tensions politiques qui se sont développées avec la crise ukrainienne (et de la guerre en Syrie), on a l'impression que des incompréhensions existent avec d'un côté, la libéralisation du marché gazier européen et la construction du marché unique, bouleversant les relations contractuelles de l'Union établies depuis plus de 40 ans avec la Russie... et de l'autre, les réorganisations du secteur gazier russe –dominé par Gazprom- engendrant un certain nombre d'incertitudes sur la fourniture de gaz.

-Alors que la Russie détient parmi les plus grandes réserves de gaz mondiales, elle exporte 186 milliards de mètres cubes de gaz naturel vers l'UE, soit 70% de ses exportations (30% de nos importations en gaz. La Russie peut-elle atténuer sa « dépendance » vis-à-vis de l'UE ? La stratégie de mise en concurrence des marchés européens et asiatiques est-elle crédible ? Au regard de la

fermeture des marchés de l'Asie, comment la Russie compte-t-elle préserver ses parts de marché en Europe?

-Le monopole de Gazprom est de plus en plus contesté à l'exportation (et sur le plan interne). Le groupe a pu favoriser des signaux prix vers le bas : est-ce une politique délibérée de l'opérateur russe ? Ou a-t-il profité d'une situation liée à la chute des prix du pétrole sans pouvoir la maîtriser ? Quel a été l'impact sur ses recettes? L'Etat russe pourra-t-il accepter longtemps cette situation ? Est-ce supportable pour le financement (et la rentabilité) des investissements considérables pour renouveler vos gisements et vos routes d'approvisionnement⁵ ? Y compris pour financer le Nord Stream 2 dont Gazprom sera actionnaire à 50% ?

Questions pour Denis SIMONNEAU,
directeur des relations européennes et internationales, Engie

Le groupe français va acquérir 1 % de la part de Gazprom dans le projet Nord Stream 2 qui vise à doubler le système de gazoducs Nord Stream reliant la Russie et l'Allemagne par la mer Baltique. Après le blocage de la construction du South Stream par la Commission européenne, des firmes européennes renforcent leur partenariat avec Gazprom et la Russie avec ce projet : les raisons économiques l'emporteraient-elles sur les raisons politiques ?

Par-delà les sanctions que la Commission propose de continuer, les normes de la législation européenne et les dispositions du 3^{ème} paquet s'appliquent-elles au projet ? Et si oui, que doit faire l'Union européenne ? Et si non, que peut-elle ?

Le projet Nord Stream 2 apportera au marché européen plus de 55 milliards de mètres cubes de gaz russe : alors que le Nord Stream 1 n'est utilisé qu'à 50% de sa capacité, pourquoi investir dans un Nord Stream 2 ? Ces investissements (les firmes européennes investissent à hauteur de 50% du coût du projet) n'auraient-ils pas pu être consacrés au développement du GNL et du stockage dans la réalisation d'un marché unique et compétitif ?

La coopération entre les deux groupes énergétiques est fondée sur des contrats de long-terme de type TOP (Take or Pay) : Gazprom n'est-il été pas obligé jouer le jeu concurrentiel et d'adapter ses contrats ? Quelles sont les conséquences pour Engie et pour la sécurité d'approvisionnement en France et en Europe ?

Ces accords se font de firme à firme, mais quelle est la position des Etats comme la France ou l'Allemagne dans un contexte où une majorité d'Etats et l'UE sont contre tout nouveau projet avec les Russes? Et que pensez-vous de la volonté de la Commission européenne de renforcer le contrôle institutionnel sur les accords intergouvernementaux ?

Questions pour Frank UMBACH,
directeur de recherche au Centre Européen pour la Sécurité des Ressources et de l'Energie (EUCERS),
King's College, Londres

- Aujourd'hui la pénétration du gaz est contrainte par le prix bas du charbon en l'absence d'un prix du carbone suffisant et la politique climatique de l'UE clairement orientée EnR. Quelles sont les

⁵ Des choix de nouveaux gisements (Yamal, Estuaire de Taz et Sibérie orientale) devraient prendre le relais des 3 gisements sur le déclin (Medveje, Ourengoï, Yambourg).

perspectives de croissance de la demande gazière en Europe au regard de sa politique climatique et de la croissance économique ?

-Comment expliquer le projet du Nord Stream 2 dans un contexte de surplus gazier de l'UE ? -Du point de vue des opposants au projet, le Nord Stream 2 symbolise la politique européenne de cavalier seul de Mme Merkel vis à vis de ses partenaires européens. Quelles sont les intentions de l'Allemagne qui était déjà le premier partenaire énergétique de la Russie ? Devenir un hub au sein de l'UE ? Renforcer sa compétitivité en exportant le gaz russe ? Les flux inversés mis en place suite à la crise ukrainienne lui permettent déjà d'alimenter les pays d'Europe de l'Est et du centre avec du gaz russe : en 2015, elle a vendu 30 mmc à la Slovaquie, la Pologne et l'Ukraine. Quelles seront les compensations pour l'Ukraine qui perdra 2 milliards de droits de transit et pour la Pologne qui perdra 400 000 euros de droits de transport ? Comment s'inscrit la stratégie de sécurité énergétique de l'Allemagne dans sa stratégie énergétique globale ? L'augmentation des importations de gaz lui permettra-t-elle de diminuer la part du charbon dans son mix (qui a augmenté suite à l'arrêt nucléaire et à sa politique EnR).

Questions pour Marco MARGHERI,
Affaires publiques et européenne, Edison

Le 24 février 2016 à Rome, Gazprom, Edison et Depa ont signé un projet d'accord (MOU) pour une étude de faisabilité d'un pipeline reliant la Russie à la Grèce et l'Italie à travers la mer Noire. Quelle serait la route envisagée pour ce pipeline et quel serait le pays de transit ? Après l'annulation du South Stream (dont Edison était un des partenaires) en décembre 2014, puis du Turkish Stream en novembre 2015, un tel projet de gazoduc à destination des pays d'Europe du Sud est-il crédible ? A combien s'élèverait son coût ? La Russie aura-t-elle les moyens de financer un tel projet ?

-Par ailleurs faut-il initier de nouveaux investissements hautement capitalistiques, lourds et de long terme, quand les signaux reflètent des prix si bas ?

Table ronde 2

**Diversification des sources et sécurité des voies d'approvisionnement :
le Corridor Sud Européen, le retour de l'Iran et la découverte des hydrocarbures en Méditerranée**

Nous analyserons au sein de cette table ronde les différents enjeux qui s'articulent autour de la construction du Corridor Sud dans un contexte tendu, et examinerons plus particulièrement le rôle de la Turquie comme possible hub, ainsi que sur celui de la Grèce et la Bulgarie aux frontières de l'UE et de la Turquie. Nous nous interrogerons sur les pays producteurs, comme l'Azerbaïdjan, la découverte du champs Zhor en Egypte et la place que pourra occuper l'Iran dans un paysage déjà très concurrentiel.

Questions pour Sohbet KARBUZ,
directeur du pôle hydrocarbures, Observatoire Méditerranéen de l'Energie

La région est traversée par de nombreux conflits géopolitiques avec la guerre en Syrie, la résurgence de la question kurde sur des territoires convoités pour leurs ressources énergétiques, et celle de la délimitation des Zones Economiques Exclusives en Méditerranée Orientale, le rapprochement

Turquie-Israël, l'exportation du pétrole comme source de financement de l'Etat Islamique sans parler de la brûlante crise migratoire... Quels impacts ces événements ont-ils sur les politiques énergétiques des Etats, leurs relations et leurs alliances ? L'énergie peut-elle être un facteur de coopération entre eux, et devenir un moteur de pacification des conflits ?

L'ensemble de ces crises et mutations complexes font de la Turquie un acteur central des enjeux géopolitiques et énergétiques régionaux. Avec bientôt 80 millions d'habitants et une croissance forte de sa demande énergétique intérieure, elle représente un marché attractif pour ses voisins producteurs, d'autant qu'elle importe plus de 90% de sa consommation énergétique. Elle entretient aujourd'hui des relations tendues avec la quasi-totalité de ses voisins : dans quelle mesure cela impacte-t-il sa sécurité énergétique nationale ?

Territoire de transit incontournable pour l'Europe, quelle est la stratégie de l'UE pour faire de la Turquie un hub énergétique ? Chypre a un droit de veto sur l'ouverture des négociations du chapitre énergie, comment le lever ? Qui va alimenter le Corridor Sud ? L'Azerbaïdjan ? L'Iran ? Les hydrocarbures de la Méditerranée ? Israël propose d'exporter son gaz vers la Turquie : où en sont les négociations ?

Questions pour **Volkan OZDEMIR**,
directeur d'EPPEN (Institut des marchés et politiques énergétiques), Ankara

L'Azerbaïdjan dont l'économie repose sur sa rente pétrolière et gazière est en difficulté économique, politique et sécuritaire avec la chute des prix du pétrole et la reprise des combats au Haut Karabakh : quels risques cela implique-t-il pour la stabilité au Caucase Sud et la réalisation du corridor Sud dans son ensemble ? Le TANAP traverse le territoire turc sur 1800 km (TANAP) : comment la Turquie use-t-elle de cette position stratégique et quelle diplomatie énergétique met-elle en place avec ses voisins ?

La reprise des relations entre la Russie et la Turquie peut-elle à terme faire renaître le projet Turkish Stream ? Ou peut-on penser que le projet pipeline entre la Grèce, l'Italie et la Russie passerait par la Turquie ? Quel impact ce pipeline aurait-il sur la réalisation du Corridor Sud Européen et sur la diversification des sources étant donné le faible volume actuel de gaz du Corridor Sud ?

Questions pour **Aziz MANSOURI**,
conseiller, ambassade d'Iran en Belgique

La levée des sanctions contre l'Iran, le 17 janvier 2016, signe le retour d'un géant gazier sur le marché international. Quelle quantité de gaz l'Iran pourra-t-elle exporter alors que sa consommation énergétique nationale, qui repose à 65% sur le gaz, est en pleine croissance avec plus de 80 millions de consommateurs et un secteur industriel porteur grâce au retour des investissements extérieurs ? L'Iran a besoin d'investissements colossaux (estimés à 100 milliards de \$) pour la rénovation de ses infrastructures de forage, de production ou de transport et pour construire de nouvelles infrastructures de transport : qui va les financer ?

Qui sont ses clients ou partenaires potentiels ? Après une longue période d'embargo, l'Union européenne est-elle perçue comme un partenaire fiable ? Et la Turquie ?

L'Iran acceptera-t-elle d'alimenter le Corridor Sud dont la capacité sera de 30 milliards dans 5 ans ? Et sinon, comment va-t-elle vendre son gaz à l'Europe ? La situation fortement instable au sud-est de la Turquie permet-elle la construction d'un pipeline ou de plateforme en mer ? Quels sont les autres marchés et routes envisagés pour l'export du gaz iranien ? L'Iran est-elle prête à jouer le jeu du marché ou espère-t-elle pouvoir nouer des contrats de long terme d'Etat à Etat ? Et à quelles conditions ?

Questions pour **Fabio MARCHETTI**,
vice-président, directeur des affaires gouvernementales, ENI

La découverte en août 2015 du champ Zhor au large de l'Egypte par la compagnie ENI a modifié la donne régionale. Alors qu'Israël et l'Egypte signaient un accord sur l'exportation du gaz israélien (4mmc/an) en direction de l'Egypte en mars 2015, cette découverte pousse Israël à se tourner vers de nouveaux importateurs : quel sera l'impact pour les relations entre Israël et l'Egypte ? Comment l'Etat d'Israël perçoit-il l'arrivée d'un concurrent dans la région ? L'Egypte est-elle en mesure de prendre les marchés convoités par Israël (Jordanie, Turquie, UE, Asie) ?

On assiste actuellement à une normalisation des relations diplomatiques entre Israël et la Turquie, qui s'étaient fortement dégradées depuis l'incident de la Flottille pour la paix en 2011. Comment la Grèce, Chypre et Israël perçoivent-elles ces nouvelles découvertes de gaz dans la zone ?

-La Turquie est le premier consommateur dans la région avec une demande énergétique qui augmente de 5% par an. L'importation de gaz égyptien en Turquie pourrait-il un facteur de normalisation des relations politiques tendues entre les deux Etats ?

Quelles routes et quels moyens de transport (pipeline ou LNG) sont envisagés en cas d'exportation du gaz égyptien vers l'Europe ? A combien sont estimés de tels projets ? L'Egypte, qui connaît une crise économique grave depuis plusieurs années, est-elle en mesure de contribuer au développement du champ Zhor et aux infrastructures énergétiques nécessaires à son exploitation/ exportation/ distribution ?

Les dispositifs de production et d'exportation pourraient-ils faire l'objet d'un Projet d'Intérêt Commun de la Commission européenne et bénéficier de subventions des fonds européens ?

Questions pour **Peter POPTCHEV**,
ancien ambassadeur itinérant pour la sécurité énergétique et le changement climatique auprès de la
Bulgarie

La Bulgarie et la Grèce, pays membres de l'UE, se trouvent au cœur des problématiques de la sécurité énergétique européenne avec d'une part la Russie qui cherche des pays partenaires pour assurer son transit vers l'Europe et d'autre part l'Europe qui soutient le Corridor Sud Européen et ses interconnexions vers les pays de l'Est (notamment l'Interconnector Greece-Bulgaria qui est une continuité du TAP).

Quelle sont les stratégies de la Bulgarie et de la Grèce pour devenir des hubs ? Les deux Etats sont-ils complémentaires ou compétiteurs ? Le TAP et l'IGB font partie des projets d'intérêt commun : les financements sont-ils disponibles ? Comment la Turquie voit-elle le fait que la Bulgarie et la Grèce se proposent elles aussi de devenir des hubs régionaux ?

Conclusions provisoires

Mechthild WOERSDOERFER, directrice pour la Politique énergétique à la DG Energie de la
Commission européenne

Dans un contexte de grande incertitude économique quelles sont les scénarios de consommation gazière en Europe ? La politique climatique de l'UE orientée EnR pénalise le gaz alors que l'absence d'un prix carbone favorise le charbon au détriment du gaz. Quelle est l'ampleur du surplus gazier, et comment la Commission va-t-elle réorienter sa stratégie pour favoriser une énergie diversifiée moins carbonée, où le gaz aura toute sa place ?

La Commission fait blocage au gaz russe mais Gazprom –et les nouvelles firmes qui se développent en Russie- s’inscrivent dans le jeu concurrentiel avec des atouts et des avantages comparatifs importants : comment s’opposer aux contrats que les grandes firmes européennes nouent avec les firmes russes ?

Les fournisseurs de l’UE comme la Russie –mais aussi la Norvège, l’Algérie ou le Qatar- adoptent des stratégies pour faire face au surplus gazier européen : va-t-on vers une guerre des prix ?

Quelle peut être l’ampleur de la diversification des routes et des sources d’approvisionnement dans le contexte de prix bas du gaz et de sur-approvisionnement du marché ? De nouveaux gazoducs se justifient-ils ? Qui prendra le risque de les financer ? Des investissements font l’objet de projets d’intérêt commun : pouvez-vous-nous dire quels sont les projets et quel montant ils représentent ?

L’Union européenne pourra-t-elle rester à une logique concurrentielle avec une multiplication des fournisseurs pour assurer sa sécurité énergétique ? Comment voit-elle la place de l’Iran dans le contexte ?

La Commission est soucieuse de la solidarité sur son marché intérieur et invite les Etats à mieux coordonner leurs politiques. Elle les invite à bâtir des plans d’action et d’urgence pour faire face aux incertitudes et prévenir des crises gazières. Elle-même souhaitait devenir le coordinateur et être associée aux négociations d’accords intergouvernementaux. Elle ne pourra au mieux qu’être informée des accords une fois négociés et évaluer l’impact des politiques nationales sur leurs voisins. Cas d’école : le Nord Stream 2 aura un impact sur les recettes de transit ou de transport en Ukraine et en Pologne... mais au regard de la législation, Gazprom n’est pas concernée par le 3^{ème} paquet qui l’empêcherait de nouer contrats avec les firmes allemandes et françaises. Que peut l’Europe ?

Plutôt que de jouer au gendarme, comment l’Europe peut-elle devenir une grande « puissance » au service de la solidarité entre pays producteurs et consommateurs, inciter à de nouvelles relations commerciales en coopération avec les acteurs et les pays voisins, et devenir un acteur de la paix et du développement dans toute la région ?

*Réalisées par Claude Fischer et Noémie Rebière.
Paris le 5 avril 2016*